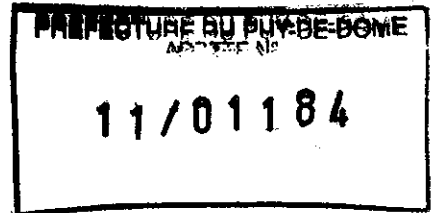




PRÉFET DU PUY-DE-DÔME



DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Service Eau, Environnement et Forêt

ARRETE N°

**portant réglementation de l'usage des armes
de chasse et relatif à la sécurité de la
pratique de la chasse**

Le Préfet de la région Auvergne
Préfet du Puy-de-Dôme
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement,

VU le Code Civil, en particulier les articles 1382 et suivants ;

VU le Code Pénal ;

VU les articles L 2212.2 et L 2215.1 du Code Général des collectivités Territoriales ;

VU l'Arrêté Ministériel du 1^{er} août 1986 modifié relatif à divers procédés de chasse,

VU l'Arrêté Préfectoral du 4 juin 2004 concernant la sécurité publique et l'usage des armes à feu ;

VU l'avis de la Commission Départementale de la Chasse et de la Faune Sauvage en date du 11 mai 2011;

Considérant qu'il convient, dans un intérêt de sécurité publique :

- de réglementer l'usage des armes à feu à proximité des habitations et des voies de circulation,
- de prévenir les risques d'accident liés à la chasse, en améliorant la visibilité des participants,

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : USAGE DES ARMES DE CHASSE

Il est interdit :

- de faire usage d'armes de chasse sur les routes et chemins ouverts à la circulation publique ainsi que sur les voies ferrées ou dans les emprises ou enclos dépendant des chemins de fer ;

- à toute personne placée à moins de 150 m d'une de ces routes, chemins ouverts à la circulation publique ou voies ferrées, de tirer dans leur direction ou au-dessus ;
- à toute personne placée à moins de 150 m des lignes de transport d'énergie et téléphoniques et de leur support, de tirer dans leur direction ;
- à toute personne placée à moins de 150 m des habitations, caravanes, bâtiments d'exploitations agricoles et bâtiments industriels et de leurs dépendances, des stades, lieux de réunion publique en général, de tirer en leur direction ou au-dessus ;
- de porter une arme de chasse chargée sur l'emprise des routes nationales et départementales (routes, fossés et talus),
- de faire usage d'armes de chasse à partir d'un véhicule (sauf cas particulier mentionné à l'article L 424-4 du code de l'environnement)
- de faire action de chasse à moins de 150 m des machines agricoles en action,

ARTICLE 2 : ORGANISATION DE LA CHASSE EN BATTUE AU GRAND GIBIER ET AU RENARD

Les dispositions du présent article s'appliquent pour toute chasse en battue à partir de cinq participants (chasseurs et traqueurs).

Signalisation :

Toute personne participant à une action de chasse en battue (accompagnateurs compris) doit porter obligatoirement une **marque de signalisation fluorescente** (couvre-chef ou vêtement haut) permettant son identification ; y compris pour la récupération des chiens jusqu'à la fin de la battue.

Tout chasseur (traqueur compris) doit porter une corne ou une trompe de chasse permettant de sonner le déroulement de la chasse et de signaler sa présence physique.

Organisation :

Un cahier de battue est obligatoire sur les lieux de la battue. Tous les participants (accompagnateurs compris) doivent figurer sur le cahier . Les prélèvements de gibier effectués sont mentionnés dans le cahier de battue.

Avant le départ de chaque battue, le responsable de battue a l'obligation de donner ses consignes de sécurité à l'ensemble des participants.

Utilisation des véhicules pour les battues au grand gibier :

Au cours d'une même traque, un maximum de trois véhicules dont l'immatriculation ainsi que les noms du conducteur et des passagers auront été préalablement renseignés sur le cahier de battue, peut-être utilisé et ce dans l'unique but de récupérer les chiens sortis de l'enceinte traquée.

Tout chasseur en action de chasse posté initialement et dûment autorisé ne pourra pas reprendre son poste et son arme après le déplacement et ce jusqu'à la fin de la traque.

A bord des véhicules, les armes de tir des personnes autorisées devront être démontées ou placées sous étui et dans tous les cas déchargées (vides de toutes munitions).

ARTICLE 3 : ABROGATION

L'arrêté préfectoral du 4 juin 2004 est abrogé.

ARTICLE 4 : APPLICATION

Le présent arrêté est annexé au schéma départemental de gestion cynégétique en vigueur.

ARTICLE 5 : EXECUTION

le Secrétaire Général de la Préfecture du Puy-de-Dôme,
les Sous-Préfets d'AMBERT, ISSOIRE, RIOM et THIERS,
les Maires des communes du Puy-de-Dôme,
le Directeur Départemental des Territoires ,
le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
le Chef du Service Départemental de l'Office National des Forêts,
le Chef du Service Départemental de l'Office National de la chasse et de la faune sauvage,
les Lieutenants de Louveterie,
les gardes champêtres,
les gardes particuliers assermentés,
le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie Nationale,
et toutes les autorités habilitées à constater les infractions à la police de la chasse, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans toutes les communes du Puy-de-Dôme par les soins des maires et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Puy-de-Dôme.

Fait à Clermont-Ferrand, le **20 MAI 2011**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,


Jean-Bernard BOBIN

Voies et délais de recours :

La contestation du présent arrêté est possible, dans le délai de deux mois de sa publication, soit par recours gracieux auprès du Préfet, soit par recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement, soit par recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand.